

● (2022)

Par exemple, monsieur l'Orateur, il suffit de voir les environs du MIT et de Harvard, au Massachussets, ou la région de Stanford et de Berkeley, en Californie, pour constater le nombre extraordinaire d'industries de pointe qui sont le fruit de la recherche fondamentale effectuée dans ces institutions, recherche commanditée en général par les gouvernements, mais aussi par le secteur privé. Quand une idée est conçue dans le secteur privé, le décalage entre cette idée et son application commerciale est sensiblement réduit. Quand ces idées sont conçues dans les laboratoires de l'État, il y a un décalage injustifié entre la découverte et la mise en application.

Les députés de mon parti sont d'avis, pour la plupart, que le gouvernement ne devrait pas se livrer à des travaux de recherche et de développement sauf dans certains cas où la chose est nécessaire. Il devrait les parrainer seulement. Il devrait subventionner ces travaux, mais les confier au secteur privé au lieu de s'en charger lui-même.

Nous croyons également que les subventions du gouvernement jouent un rôle important dans la réalisation des projets importants. Cette contribution peut également être utile d'une autre façon. Par exemple, le programme de la NASA visant à envoyer un homme sur la lune a été le projet le plus important du siècle. Grâce à certains sénateurs influents du sud des États-Unis et pour d'autres raisons, une bonne partie des fonds versés par la National Aeronautical and Space Administration ont été distribués à des entreprises et à des organismes du sud du pays plutôt qu'à d'autres établis dans le nord des États-Unis qui est mieux développé que le sud.

Dans le sud du pays, dans la région dite ceinture ensoleillée, cette initiative a eu entre autres effets de donner un essor fantastique aux industries à haute technicité. Le résultat final a été une diminution marquée des inégalités régionales et des contrastes économiques entre le nord et le sud du pays. Les disparités régionales qui existent au Canada s'accroissent de plus en plus. Qu'arriverait-il si nous employions les 500 millions de dollars que le ministère de l'Expansion économique régionale dépense en pure perte chaque année pour réaliser des projets valables et de grande envergure? Le Canada en tirerait un profit considérable.

En 1971, on estimait dans le secteur privé au Canada que l'industrie avait dépensé .41 p. 100 du produit national brut en recherche et développement. En 1977, ce montant était tombé à environ .3 p. 100. Autrement dit, une situation déjà très sérieuse en 1970 s'était aggravée en 1978. Le dernier budget, du 31 mars 1977, prévoyait un faible crédit d'impôt, soit de 5 p. 100, pour ce genre d'activités qui passait à 10 p. 100 dans les régions à fort taux de chômage. Les États-Unis, qui en font déjà quatre fois plus que le Canada, ont un crédit d'impôt général de 10 p. 100. Si le gouvernement était vraiment sérieux, il envisagerait des crédits d'impôt de l'ordre de 25 p. 100 pouvant aller jusqu'à 50 p. 100 dans les régions à taux élevé de chômage.

Pourquoi en est-il ainsi? Très brièvement, je crois que la réponse a été donnée par l'ancien directeur du Secrétariat des sciences, qui a précédé le ministère d'État de la Science et de la Technologie, M. Robert Uffen, lorsqu'il a dit, et je cite un article publié dans la revue *Maclean's*:

Le gouvernement Trudeau considère la science et la technologie comme des instruments de manœuvre politique tant sur le plan national qu'international.

Recherche et développement

Il tombe vraiment à point, monsieur l'Orateur. C'est la seule utilité que le gouvernement reconnaît à la science et à la technologie—des instruments de manœuvre politique. C'est bien beau d'aller à Moscou signer un accord d'échange scientifique pour permettre à quelques scientifiques de se déplacer d'un côté et de l'autre. C'est bien beau, quand la tension est un peu forte sur le plan de l'énergie, de mettre sur pied un institut de recherche et de dire «Regardez, nous prenons des mesures», et de pincer la corde patriotique. Mais il s'agit là, purement et simplement, d'instruments politiques servant aux manœuvres du gouvernement sur les plans national et international. Les mandarins du gouvernement qui sont vis-à-vis moi ne se rendent absolument pas compte de l'importance de la science pour les perspectives à long terme du gouvernement.

Malheureusement, les investissements dans le secteur de la science et de la technologie ne rapportent qu'à long terme. Les dépenses que nous effectuons aujourd'hui peuvent ne rapporter que dans cinq, dix ou vingt ans. Comme le gouvernement ne s'intéresse qu'au prochain sondage Gallup ou qu'aux prochaines élections, il n'ira pas investir ainsi dans l'avenir à long terme de notre pays. C'est malheureux pour la population canadienne, mais c'est ainsi qu'il en est. Ce n'est là qu'une des multiples raisons pour lesquelles il est essentiel de nous débarrasser de ce gouvernement le plus tôt possible.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. F. A. Philbrook (Halton): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de traiter de cette question aujourd'hui. Je tiens à féliciter l'opposition d'avoir présenté cette motion. En gros, c'est une très bonne motion, d'une portée générale très valable. Il faudrait en étudier de plus près les détails, en usant de beaucoup de prudence. Il ne fait absolument aucun doute, et je suis d'accord avec mes collègues de l'opposition là-dessus, que nous devons intensifier nos efforts de recherche et de développement, notamment dans le secteur de l'industrie et de la libre entreprise par opposition aux secteurs gouvernemental et universitaire.

Nous avons indéniablement besoin d'intensifier nos travaux de recherche et de développement, car nous avons indéniablement besoin d'accroître l'importance de notre industrie si nous entendons améliorer notre situation économique. L'innovation par la recherche et le développement est à n'en pas douter, et je suis sûr que nous sommes tous d'accord là-dessus, à la base même du nouveau genre de prospérité et d'orientation que nous souhaitons pour notre pays.

Ayant moi-même l'expérience de la recherche et de l'industrie, j'estime que le Canada a tout ce qu'il faut pour pousser beaucoup plus loin la recherche et le développement, au bénéfice de l'industrie. Nous avons plus de scientifiques qu'il n'en faut. Ils sont compétents et se comparent avantageusement à ceux des autres pays. Bon nombre d'entre eux doivent quitter le pays pour poursuivre leur carrière aux États-Unis ou ailleurs parce que nous n'avons rien à leur offrir ou parce qu'ils sont trop spécialisés pour un pays comme le nôtre. Nous ne sommes pas le pays le plus grand et le plus puissant du monde. Nous ne pouvons pas nous lancer dans de nouveaux domaines de spécialisation comme notre voisin du sud. Mais nous pourrions, dans l'intervalle, procurer un travail plus satisfaisant à la grande majorité de nos scientifiques.